

mauvais et le pire

C'est des pays démocratiques et modernes qu'il faut s'inspirer, et non de la «stabilité» et du «nationalisme» des Ben Ali, Kadhafi, Moubarak, Bachar et autres.

Le meilleur et le pire sont inscrits dans la nature humaine, mais c'est le type d'environnement dans lequel vit l'individu qui détermine sa propension à l'un ou à l'autre. Là où la société est bonne par ses lois et ses institutions les individus tendent naturellement vers le meilleur ; là où les individus ne sont pas organisés par leur Etat et ses lois en société, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes et il en découle nécessairement le pire.

Le meilleur est encore loin, hors de portée, alors que c'est dans cette direction qu'il faut réfléchir et agir. Il ne se forme pas spontanément mais résulte d'une lente évolution qu'il faut engager le plus vite possible. Le «mauvais» étant à l'origine du «pire», c'est sur lui qu'il faut agir de telle sorte que nous

puissions entrevoir la possibilité du meilleur, cette perspective sciemment exclue de notre horizon, ce chaînon manquant dans notre vie, ce stade d'évolution inconnu de nous. Parmi les lecteurs qui m'écrivent, plusieurs m'ont adressé des textes de leur composition. Un compatriote de Ouenza, M. Ali Hammi, m'a envoyé cette amusante mais fort instructive parodie de Rudyard Kipling que je propose in extenso aux lecteurs :

«Si tu te lèves tôt et que tu ouvres ta fenêtre sans inhaler une bouffée de poussière, sentir des odeurs nauséabondes ou entendre des injures à faire trembler la terre
Si tu sors de chez toi sans devoir chercher désespérément un sachet de lait frais pour tes enfants
Si ton robinet coule au moins deux fois par quinzaine
Si les pannes de courant ne détruisent pas tes appareils électroménagers

Si tu peux communiquer avec autrui sans goûter aux désagréments du réseau
Si tu peux transporter un souffrant à l'hôpital sans avoir les yeux fixés sur l'aiguille du carburant
Si tu peux savourer le plaisir de conduire ta voiture sans avoir l'embarras du choix entre les nids-de-poule
Si tu peux constituer un dossier sans en acheter les pièces comme on achète des pièces de rechange et payer des pots de vin pour les obtenir
Si tu peux trouver des timbres fiscaux au bureau de poste au lieu de les acheter dans le kiosque du coin
Si tu peux retirer ton salaire sans avoir à te déplacer dans des contrées lointaines
Si ta promenade n'est pas gâchée par un nuage de sachets ou des amas de petites bouteilles vertes
Si ta progéniture passe son temps libre à

jouer dans des aires de jeu qui lui sont aménagées au lieu des montagnes d'ordures ménagères

Si tu peux sortir de chez toi sans craindre un cambriolage certain

Si le niveau scolaire de ton fils, de ton frère ou de ton voisin est évalué à sa juste valeur

Si le diplôme obtenu reflète réellement le niveau de son détenteur

Si le tribalisme ne surgit pas à chaque sélection

Si, chaque jour, tes concitoyens avancent d'un millimètre au lieu de reculer d'un kilomètre

Tu pourras postuler au statut d'être humain, mon fils ».

N. B.

Dimanche prochain :
(7 et fin) : L'avenir

RÉHABILITER LE POLITIQUE

Pour une culture du débat

Le débat a disparu du paysage social et politique de l'Algérie, et cela est une calamité dont les effets pervers sont incommensurables et quasi inimaginables aujourd'hui.

Il ne fait pas de doute que le débat rencontre des pensées dont le point d'accord est cette rencontre irremplaçable puisqu'il permet de prendre la mesure des diversités d'opinions, des différences d'approches, de la multiplicité des conceptions et explications du monde dans lequel nous vivons.

L'Algérie a si longtemps vécu sous la domination sans partage de la pensée unique, et il y a lieu de croire que le délabrement social et politique généré par celle-ci n'a pas encore été évalué à sa juste mesure. Il est naturellement permis de penser que la période coloniale — destruction des neurones — a parfaitement préparé cette sombre période étant entendu que cette observation constitue un indispensable ancrage dans l'histoire et certainement pas un justificatif quelconque de ce qui apparaît aujourd'hui comme étant plus que des insuffisances puisque portées par une volonté politique ferme ; précision nécessaire au regard de l'instrumentalisation systématique de cette période affreuse pour l'Algérie. Il y a moins d'un quart de siècle, il était affirmé, sans contradiction possible, que la pensée unique était la condition sine qua non de l'action unique et forte, et que pour cela, la «démocratie» était une préoccupation seconde — secondaire — qui ne pouvait être envisagée qu'une fois le sous-développement vaincu. Le sous-développement n'a pas été vaincu, et la démocratie frappe de moins en moins fort à la porte...

Le système fondé sur le parti unique a disparu de la scène politique, mais a-t-il pour autant déserté les esprits ? Il y a moins de temps, et aujourd'hui encore, ceux qui entendent faire du religieux le fondement du politique proposent — imposent quand ils le peuvent — la pensée unique réfractaire à toute idée de débat. Il apparaît, dès lors, que la «pensée unique» peut prendre des formes multiples et peut même, sans dommages, admettre des expressions plurielles et variées tant que celles-ci ne portent pas atteinte à son caractère dominant, faisant des concessions à peu de frais pour maintenir l'essentiel et organisant avec un incomparable talent un système éducatif hostile à l'interrogation et au doute, garant de sa perpétuation. Le propre de la pensée, unique ou

dominante, est d'être étouffante et de rendre inaudible toute autre expression que la sienne, réduisant celle-ci au rôle misérable de faire-valoir ; c'est là la caractéristique fondamentale du système de gouvernance pluripartisan en Algérie, lequel fonde le même pouvoir que celui qui prenait appui sur le parti unique. La pensée dominante n'a rien à craindre d'un système pluripartisan qui a tourné le dos à la pensée et à la confrontation de projets politiques susceptibles de mobiliser les énergies ; elle a, par contre, tout à craindre du débat, dès lors que les citoyens décident de s'en emparer pour mieux comprendre les valeurs qui construisent le lien social, le projet commun qui fonde le vivre ensemble et, finalement, s'interroger sur le point de savoir : comment faire société ? ; en somme, se préoccuper du politique bien au-delà de ce qui relève de la politique. Tout ce qui précède relève évidemment de la relation conflictuelle et féconde entre «la» politique et «le» politique, et c'est Marcel Gauchet qui, dans un article-entretien paru dans *Philosophie Mag* du 1^{er} mars 2007, nous indique la distinction fondamentale qu'il convient d'établir entre «la» politique et «le» politique.

«La politique est une chose récente. Elle désigne toutes les activités qui tournent autour du pouvoir par représentation qui est le pouvoir légitime dans nos sociétés. Le pouvoir vient de l'élection par les citoyens...

Le politique, c'est toute autre chose, c'est tout ce qui permet à la société de tenir ensemble. Il existe depuis toujours. La fonction du politique est de produire des sociétés humaines, car, à la différence des sociétés animales, elles n'ont pas d'existence naturelle. Les termites et les castors ne délibèrent pas, que je sache, de leur organisation collective. Le propre des sociétés humaines est de s'autoproduire au travers du politique. Le politique assure aux sociétés une prise sur elles-mêmes.... La question se pose de savoir ce que devient le politique dans nos sociétés où la politique a pris toute la place visible.» Si l'on retient cette vision qui semble particulièrement pertinente — elle n'est rien d'autre qu'une illustration de la distinction entre le fond et la forme —, l'interrogation s'adresse à une situation essentielle puisque l'objet est l'existence même de la société et la place de l'homme en son sein.

Rien de naturel à cela, mais toujours le fruit d'une volonté construite sur une

meilleure compréhension de l'histoire et une plus juste élaboration du projet, générateur d'énergies. Cela ne peut être le fruit que de la réflexion et du débat, dont il a été rappelé par Marcel Gauchet, entre autres, qu'il était l'essence du politique. Qu'en est-il de l'Algérie ? Le politique, fondement de la politique, est-il perceptible dans un ensemble humain qui semble avoir perdu tout repère de solidarité pour permettre, au-delà de la simple coexistence des individus, la fusion de l'homme et de la société, la liberté individuelle et le respect de l'autre comme socles de l'ordre social, le rejet des communautarismes quels qu'ils soient.

Une fois encore, puisque nous atteignons le demi-siècle après l'affirmation des promesses des indignés de la colonisation, quelle place pour le politique, et pourquoi la politique a-t-elle envahi tout l'espace et intimé à l'Algérien une citoyenneté au rabais, puisque la chose publique (res publica) lui est devenue étrangère et qu'il semble avoir fini par accepter ce processus de déshumanisation ? Il est urgent de s'interroger et d'agir sur la dégradation inouïe de la fonction politique, essentielle dans toute société moderne, étant entendu que l'Algérien de ce début de siècle a rompu toute amarre avec la politique — et partant avec le politique — pour se réfugier dans une autodérision qui, aujourd'hui, lui permet de supporter l'insupportable. Il apparaît, dès lors, que l'impératif catégorique que nul ne peut éviter est, dans ce pays si malmené, la réhabilitation du politique au-delà de tout ce qui participe à l'exercice immédiat du pouvoir, et cette réhabilitation passe par le chemin obligé de la réappropriation, démarche qui suggère que le citoyen a été dépouillé de la chose publique et que son salut et son existence sont conditionnés par un refus ferme et déterminé de ce rapt mafieux.

Un citoyen dépouillé de son histoire ne relève plus de cette catégorie, encore plus si sa condition lui impose l'acceptation ou l'indifférence. Une société dépourvue de projet ne relève plus de cette catégorie, encore plus si sa condition la conduit à l'apathie qui est la forme achevée de la complicité objective. Cette «complicité objective» ne peut être dépassée que par une volonté de changement, car il est impossible d'exprimer un mal-être sans accompagner cette lamentation d'une conscience du nécessaire bouleversement dans laquelle est puisée la volonté de changement. Naturellement, il convient de souligner que tout refus est affirmation ; refuser

**Moncef Benouniche,
citoyen démocrate**

une situation, c'est affirmer l'urgence de construire ce qui en est l'opposé et de mettre en œuvre les moyens politiques — relevant du politique — permettant de se défaire de cette lamentation permanente. Ce sont, évidemment, les acteurs du jeu politique qu'il convient d'interroger sur ce point, puisque, en l'absence de société civile, seuls les participants à la politique — responsables de l'exercice du pouvoir et partis politiques dits d'opposition — se trouvent en charge de l'élaboration de projets sociétaux réputés mobilisateurs d'énergies. Il est vrai que ce premier semestre 2012 a été illustré par une agitation politique inhabituelle puisqu'on a vu la création d'un grand nombre de «fronts» — le «front» étant le rassemblement d'énergies diverses pour l'objectif commun minimal — dont on a du mal à comprendre les fondements politiques et qui participent de cette déliquescence du vocabulaire et du sens des mots ; et c'est jusqu'au FLN, qui n'a strictement plus rien de commun avec le FLN des années 1950 dont on se demande bien de quoi il peut libérer la nation... sinon de lui-même. Sur ce point, on ne peut qu'attendre, avec impatience, qu'il soit restitué au peuple, puisqu'il s'agit d'un patrimoine historique commun.

On a vu également des organisations dites démocratiques, comme la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie), refuser toute expression plurielle qui s'écarte du «penser correct», porté par détenteur local de la vérité, et mourir dans la plus grande des indifférences. On a vu aussi l'anathème jeté sur des militants de partis dits d'opposition démocratique — certains incontestables puisqu'ayant occupé, pendant un certain temps, les fonctions de responsables de l'appareil — pour avoir exprimé une pensée nuancée, différente de celle du chef et appelant au débat. On a vu encore... Le politique aurait-il abdiqué devant l'envahissement et la perte de sens de la politique ?

C'est, précisément, l'objectif poursuivi : mettre l'interrogation au cœur de toute réflexion et nul doute que cette démarche est le début du long cheminement qui peut conduire à la réhabilitation du politique — si dégradé aujourd'hui — c'est-à-dire de l'action publique au service de l'intérêt général, de la citoyenneté, du lien social.

M. B.